



COLLECTIF 69 DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Contact : 06 01 91 52 18

**collectif
de soutien
au peuple
Palestinien**

courriel : palestine69@orange.fr Agenda et actions : <http://collectif69palestine.free.fr>

Admission de l'Etat palestinien à l'ONU : l'appel des élus

En septembre prochain, le président Mahmoud Abbas présentera la demande d'adhésion de l'Etat palestinien aux Nations unies. La Palestine deviendrait alors le 194^e État membre de l'ONU.

Nous, élus de la République, appelons le gouvernement français à s'engager fermement en faveur de l'admission de l'Etat palestinien au sein des Nations Unies, selon les paramètres internationalement reconnus et en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, c'est-à-dire dans les frontières de 1967 avec pour capitale Jérusalem-Est.

Alors que les négociations ont abouti à une impasse et que le gouvernement israélien, refusant tout dialogue, mène une politique de colonisation illégale pour imposer une situation de fait accompli, cette échéance représente une fenêtre d'opportunité cruciale pour la population palestinienne mais aussi israélienne.

Les Palestiniens ont réussi à préparer les outils de leur souveraineté. L'ONU, la Banque mondiale et le FMI ont récemment indiqué que l'Autorité palestinienne a mis en place les institutions nécessaires à la création d'un État viable. Une admission à l'ONU permettrait enfin l'existence de deux États disposant des mêmes droits et des mêmes devoirs, et donnerait ainsi une chance à la relance des négociations de paix, sous les auspices des Nations Unies dont c'est la mission, et ceci sur la base du droit international.

En reconnaissant pleinement la souveraineté et les frontières de la Palestine, la France fera preuve de son engagement en faveur de la paix au Proche-Orient. A l'heure de l'émancipation des peuples arabes et tandis que plus de 125 pays se sont prononcés pour l'admission de l'État palestinien à l'ONU, le gouvernement français ne peut rester muet sur cette question. Il doit prendre ses responsabilités et, constatant qu'il n'y a aucune autre voie praticable aujourd'hui pour avancer vers une paix basée sur le droit, voter pour l'admission de la Palestine à l'ONU et entraîner ses partenaires européens sur cette même voie.